

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP^t : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
HORS DU DÉP^t : — » 6 » 11 » 20

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
PARIS : HAVAS et C^o, 8, place de la Bourse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.
Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent
RÉCLAMES — 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à CAHORS	Départs de CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 ^m matin.	5 h. 10 ^m matin.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 50 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	* * *	» 4 » soir.

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20^m matin.
Arrivée à Cahors — 7 h. 55^m soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25^m matin.

Cahors, 25 Octobre.

La constitution d'un *Cabinet d'affaires* occupe les esprits depuis quelques jours.

L'Union la repousse au nom des légitimistes ; la France n'en veut pas au nom des républicains. Il est fort inutile de savoir ce qu'en pensent les bonapartistes.

Ces derniers avaient dit que les élections du 14 octobre seraient plébiscitaires entre la République et l'Empire. Puisque plébiscite il y a eu, le résultat a été 98 voix pour l'Empire, 423 voix contre l'Empire en attendant les ballotages.

Du reste, malgré ses échecs, après une campagne entreprise dans tous les départements sans exception, le parti bonapartiste paye d'audace, et fait dire par tous ses journaux qu'il faut revenir promptement à l'Empire. En présence de ces impudentes revendications, les journaux républicains déclarent que l'union des trois gauches est de plus en plus nécessaire et qu'un membre du centre gauche n'accepterait d'être ministre, si une liberté d'action complète n'était pas laissée au nouveau cabinet pour purifier l'administration. Il n'y a de conciliation possible, disent-ils, que sur le terrain parlementaire. Personne n'acceptera le pouvoir des mains du Maréchal, s'il n'est pas assuré d'avance d'être maître incontesté du gouvernement, et s'il n'a pas obtenu de sérieuses garanties contre les entreprises d'un nouveau cabinet occulte préparant un second 16 mai.

Dans un article très vif de la *France*, M. Emile de Girardin rappelle en ces termes, un souvenir des premiers jours de l'Assemblée nationale :

M. Thiers, tout-puissant en mars 1871, avait, en toute confiance, investi le maréchal de Mac-Mahon du commandement en chef de l'armée, qu'il dépendait de lui de confier à M. le duc d'Aumale qui paraissait, alors, plus naturellement désigné, puisqu'aucune part de l'écrasante responsabilité de la désastreuse campagne de 1870 ne pouvait lui être imputée et qu'aucun doute n'existait ni sur son courage, ni sur sa capacité.

Avant-hier nous faisons connaître l'appréciation de la *République française*, sur l'importance d'une déclaration attribuée à M. le duc d'Aumale. Aujourd'hui, c'est le journal de M. Emile de Girardin qui parle de M. le duc d'Aumale, après le journal de M. Gambetta.

Nous sommes heureux de lire les lignes suivantes dans l'Union, organe de M. le comte de Chambord :

On assure que le salut par le bonapartisme n'est plus à l'ordre du jour, et que le Maréchal ne cache pas son « HORREUR » pour une solution pareille. C'est toujours cela de gagné, et ce n'est pas peu.

On remarquera que le mot *horreur* est imprimé et encadré de façon à attirer l'attention. Il aurait donc été prononcé par le Maréchal. Nous n'en sommes point surpris.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que

L'Union, organe direct de M. le comte de Chambord, a combattu ouvertement les candidats bonapartistes que n'ont pas craint d'accepter quelques... oublieux des tendresses napoléoniennes pour le testament d'Orsini.

La vérification des pouvoirs sera longue et animée. Elle sera agrémentée de beaucoup de personnalités. Ce sera une réquisition générale. On annonce environ cinquante invalidations.

Il est un point spécial qui fixera l'attention publique. Un certain nombre de bulletins de vote ont été jetés dans les urnes électorales dans les conditions matérielles suivantes :

Des électeurs ont pris un bulletin sur lequel était imprimé le nom du candidat officiel ou candidat de la droite et du gouvernement, et sur le nom de ce candidat ils ont collé un bulletin gommé portant le nom du candidat de la gauche ou de l'opposition, du candidat républicain.

Le nom du candidat officiel se lit encore à

A qui doit être attribué ce vote !

Evidemment au candidat républicain, puisque l'électeur a parfaitement démontré son intention de le préférer au candidat officiel, par ce fait même qu'il a collé sur un bulletin qui portait le nom de ce candidat officiel, un bulletin gommé qui en porte un autre. Cet autre nom, était bien dans sa pensée.

C'est donc à tort qu'un certain nombre de bulletins de vote se trouvant dans ces conditions ont été annulés.

Que veut la loi ? elle veut la sincérité et le secret du vote.

Dans le cas dont nous parlons, la sincérité paraît indiscutable. Le secret l'est également, lorsqu'il ne se présente pas d'autres circonstances.

On signale des bulletins sur lesquels on aurait ajouté des indications pouvant servir à faire reconnaître le nom du votant et par conséquent à violer le secret du vote.

Ces bulletins seront transmis à la questure, et les bureaux les examineront au moment de la vérification des pouvoirs.

Mais tous les autres bulletins gommés, collés sur le nom imprimé du candidat officiel, doivent être mis sans contestation à l'actif du candidat républicain dont ils portent le nom.

La doctrine monarchique.

La *Gazette de France* a raison quand elle dit :

Il n'y a de monarchistes que ceux qui reconnaissent le principe de l'hérédité dynastique, comme il n'y a de républicains que ceux qui reconnaissent la doctrine de la Souveraineté du Nombre. Quant à ceux qui veulent concilier ces deux idées contradictoires et invoquent à la fois la loi du nombre et le principe d'hérédité, ils n'ont pas plus le droit de se dire monarchistes que M. E. de Girardin ne leur reconnaît le droit de s'appeler républicains.

Il ne suffit pas de donner un numéro d'ordre à un Bonaparte pour lui créer un titre quelconque au trône de France. Les bonapartistes le reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes. L'Ordre écrivait en 1874 : « Il y a table rase ! » M. Rouher comptait sur le nombre pour rétablir l'empire, le nombre a

fait défaut. En dehors du nombre, les Bonaparte ne sont rien. Avec le nombre, ils ne seraient pas davantage, puisqu'il suffirait, en vertu même de leur doctrine, que le nombre leur fit défaut à un seul scrutin pour que tout citoyen ait le droit de les précipiter d'un trône qu'ils occuperaient illégalement, après s'en être emparés illégalement.

Par leur origine révolutionnaire, comme par leur doctrine du nombre souverain, ils tiennent à la République ; chaque fois qu'ils ont voulu exploiter les crédulités populaires, au 18 Brumaire comme au 2 Décembre, c'est au nom de la République et non de la monarchie qu'ils ont commis leur coup de force.

La monarchie française, qui repose sur un principe, une tradition, le droit national, n'a rien de commun avec un régime qui trompe d'abord le pays pour le séduire, qui l'opprime ensuite pour se maintenir, et s'écroule un jour, ne laissant derrière lui que des ruines.

Les impérialistes ont des journaux de tous formats et de toutes nuances.

A eux, s'ils le peuvent, de réfuter la *Gazette de France*.

Ils ne l'essaieront même pas.

REVUE DES JOURNAUX

On lit dans le *Soleil* :

La situation est grave, elle est grave au dedans, grave au dehors.

Au dehors, des complications pourraient se présenter, des désaccords pourraient se produire, qui auraient pour conséquence de modifier l'équilibre européen.

La France n'aurait pas à se mêler directement à ces complications et à intervenir activement dans ces désaccords. La politique de la paix et de la neutralité devrait rester sa politique.

Mais un grand pays comme la France a d'autres moyens d'influence et d'autorité que la force de ses armes.

Dans les questions générales qui surgiront peut-être à l'occident, comme au centre et à l'orient de l'Europe, il n'y aura pas que des batailles à livrer avec l'épée des généraux, il y aura des luttes à soutenir avec la voix des diplomates.

Si la France doit éviter avec un soin scrupuleux de descendre dans les champs de la guerre, elle doit, au contraire, se présenter avec tout son prestige sur le terrain des négociations.

Mais pour que la France, qui a repris sa place dans les conseils de l'Europe, puisse y exercer un ascendant utile, pour qu'elle puisse y parler avec autorité, il faut qu'elle soit dégagée de toute préoccupation intérieure.

Quelle force, quelle influence pourrait avoir le cabinet de Versailles, auprès des puissances étrangères, si ces puissances savaient la France déchirée par des discordes civiles ; si elles y voyaient les partis politiques, acharnés les uns contre les autres, user leur énergie à se combattre, et les pouvoirs publics, en désaccord, absorbés par leurs luttes intestines.

La France perdrait aussitôt son prestige dans le monde et, perdant son prestige, elle perdrait son autorité. Sa voix serait inécoutée, ses conseils seraient dédaignés, son rôle serait amoindri. Si un nouveau remaniement de la carte d'Europe, qui change si souvent depuis quelques années devait se faire, elle y resterait étrangère. On méconnaîtrait son droit, on sacrifierait son intérêt. On la reléguerait dans un isolement imposé et forcé.

Voilà pourtant à quelles éventualités nous condamnons et quelle perspective nous offre l'acharnement que les gauches avancées ou extrêmes apportent en ce moment dans la lutte des partis.

Cette lutte, qui survit à la bataille électorale du 14 octobre, cette lutte qu'entretennent des exi-

gences inconstitutionnelles et des prétentions dictatoriales, loin de se simplifier et de s'apaiser, comme on devait l'espérer, se complique et s'aggrave.

Les violentes attaques et les provocantes menaces qui partent des rangs du parti victorieux, quoique affaibli, ont ce double malheur d'encourager les résistances inhabiles et inopportunes du parti battu, quoique fortifié, et d'entretenir dans le pays des agitations et des inquiétudes funestes à la prospérité nationale.

A droite, en effet, les intransigeants ont le droit de dire à ceux qui prêchent, comme nous, la conciliation et la modération : que venez-vous nous parler de transaction.

Écoutez donc ce que disent, lisez donc ce qu'écrivent les intransigeants de la gauche, et après, dites-nous s'il est possible de parler encore de transactions.

Vous le voyez bien : la transaction est impossible.

Non, la transaction n'est pas impossible, elle est au contraire, aussi possible qu'elle est nécessaire. Elle est plus que possible, nous disons qu'elle est faite, si nous pouvons espérer que le centre gauche et la gauche modérée reculant par patriotisme, devant les redoutables et menaçantes éventualités

du possible, à l'apaisement des esprits.

Le centre gauche et la gauche modérée ont une mission éminemment utile et patriotique à remplir aujourd'hui, c'est une mission de conciliation entre la Chambre et le Sénat, entre le Parlement et le Président.

Le commerce et l'industrie en souffrance depuis si longtemps, et que désespère la prolongation, l'aggravation de la crise à cette fin d'année, sur laquelle négociants et commerçants comptent pour relever leurs affaires, sauraient gré aux modérés du parti républicain des sacrifices qu'ils pourraient faire, à la paix publique intérieure, et à l'influence nationale extérieure. C'est alors surtout que le mot de M. Jules Grévy : « Vous avez bien mérité de la République et de la France, » serait vrai pour eux.

Le *Moniteur universel* fait remarquer que depuis plus de cinq mois le comité des gauches du Sénat adresse des proclamations au pays, publie des manifestes, donne des consultations, multiplie sous mille formes diverses son zèle et son activité. Le *Moniteur* se demande ce que font cependant les sénateurs de la droite, ceux-là même qui ont voté la dissolution et qui se trouvent à l'état de conflit réglé avec leurs collègues de gauche. Nous estimons, conclut le même journal, que, dans les circonstances graves que nous traversons, les sénateurs de la droite, après s'être étroitement associés à l'acte du 16 mai en votant la dissolution, ne peuvent persévérer plus longtemps dans le système d'effacement et d'apparente abstention qu'ils ont adopté immédiatement après la dissolution. Ils se doivent à eux-mêmes, ils doivent au parti conservateur de prouver par leurs actes qu'ils vivent et qu'ils respirent.

La *République française* déclare que, quant au gouvernement dont la France a besoin, les patriotes diront qu'il doit être un gouvernement définitif, non pas à échéance de trois ans, mais définitif ; non pas déchiré par des factions, mais possédé et exercé par des hommes dévoués à son principe, résolu à tout faire pour assurer son triomphe. C'est un gouvernement qui puisse se présenter aux nations étrangères comme le gouvernement de la majorité, comme le gouvernement national et populaire. C'est un gouvernement enfin qui n'inquiète personne, qui ne dépende pas de quelques courtisans, de quelques favoris inconnus ou trop connus, intrigants ou suspects, qui n'oblige pas les citoyens à se demander s'il n'a pas des desseins dangereux pour la paix publique et pour la loi, et qui s'appuie uniquement sur le concours loyal, libre et confiant des représentants élus du pays.

D'après les **Débats**, revenir à la politique de la conjonction des centres serait une duperie, puisqu'il n'y a plus de centre droit et que le centre gauche à lui seul ne possède la majorité dans la Chambre des députés et dans le Sénat. « La vraie politique, poursuit le *Journal des Débats*, la politique nécessaire, nous ajouterons, la politique loyale, après la dissolution et les élections du 14 octobre, c'est l'accord du centre gauche et de la gauche modérée. « Nous ne consentirons ni à imiter les ministres que nous avons poursuivis de nos attaques indignées, ni à servir de prétexte et d'excuse à l'affermissement du pouvoir personnel. Il n'y a de conciliation possible avec nous que sur le terrain purement parlementaire. Veut-on se placer nettement, complètement, définitivement sur ce terrain ? Dans ce cas on peut compter sur nous. Sinon, non. »

Le conflit a atteint des termes tels qu'il doit être, dit le **Monde**, sous peine de ruine pour le pays, résolu promptement dans un sens ou dans l'autre. Un biais qui prolongerait cette situation vraiment intolérable, ferait encourir de graves responsabilités au parti qui l'aurait conseillé. Il serait, au surplus, considéré comme un désarmement, comme une retraite, et ôterait au Maréchal, de la ferme conduite qu'il a tenue jusqu'ici. Après avoir dit qu'il irait jusqu'au bout, après avoir affirmé qu'il ne faisait qu'un avec ses ministres, comment le chef de l'Etat jetterait-il à l'eau son ministère et reculerait-il devant la révolution ?

Aux yeux du **Siècle**, deux points sont acquis aujourd'hui : le personnel de combat doit être renvoyé des administrations, et des garanties d'avenir doivent être données au pays contre un nouveau 16 Mai.

Le **Temps** n'admet pas qu'il ait pu être question de coup d'Etat dans les conseils de l'Elysée. Il s'étonne même que des propositions de cette nature aient pu se produire dans l'entourage du Maréchal, qu'elles y aient même été l'objet d'un examen comparatif, qu'on les ait discutées comme on l'eût fait d'un changement de cabinet ou de politique ; quelle sorte de gens, dit-il, le président de la République supporte-t-il donc dans son intimité ? De quelle étrange compagnie les salons de l'Elysée sont-ils devenus le rendez-vous ? Qui a pu donner aux hôtes de ce palais le droit et le front d'en outrager l'assassinat ? Nous ne croyons pas que de tels entretiens aient pu déshonorer une minute les murs de la résidence présidentielle.

La **France** dit : « S'il est vrai qu'à l'Elysée le salut par le bonapartisme ne soit plus à l'ordre du jour, qu'on y mette donc résolument le salut par la République. »

L'**Union** est d'avis que la France veut l'ordre et la paix. Elle ajoute qu'elle n'en jouira que « sous la monarchie nationale, la monarchie héréditaire et tempérée. N'oublions pas, dit elle, que les élections ont montré où était l'axe de la politique conservatrice. Quelques-uns s'obstinaient à le placer dans le parti de l'Empire ; le scrutin a témoigné qu'il était dans nos rangs. Cet enseignement ne doit pas être perdu, il nous invite à prodiguer tous nos efforts, pour dissiper les ombres qui rendent la situation incertaine. Mais il appartient au Maréchal de Mac Mahon et à ses conseillers de méditer sur l'impuissance inhérente à leur politique. Leurs adversaires réclament ouvertement un régime définitif, ils sont en cela les interprètes du pays ; mais nous avons le droit et le devoir de demander si ce rôle ne doit pas leur être disputé.

Le **Journal des Débats** publie une lettre de Vienne, écrite après les élections du 14 octobre. Elle contient ce qui suit :

Parmi les dépêches qui nous sont transmises, il en est une surtout qui a frappé l'attention. Elle est ainsi conçue :

« Parmi les 15 conservateurs non réélus, figurent 14 bonapartistes, parmi lesquels M. Raoul-Duval et le duc de Mouchy. Les sièges conquis par le parti conservateur sont échus pour la plupart à de purs monarchistes bien plus qu'aux bonapartistes. »

Le soin avec lequel l'agence télégraphique gouvernementale semble vouloir constater l'échec partiel des bonapartistes ne peut manquer d'être remarqué. Qui donc la dicte ? Est-ce M. de Fourton, qui passait pour être lui-même un partisan de l'Empire, ou M. de Broglie, qui représente évidemment autre chose que le monarchisme pur, pour employer le style de la dépêche ? Est-ce l'entourage immédiat du Président qui a compris le mauvais effet produit à l'étranger par la compromission apparente des monarchistes avec le parti

de l'Appel au peuple ? Ce serait, dans ce cas, une preuve de bon sens et de présence d'esprit qui donnerait bon espoir pour l'avenir. Rien, en effet, ne saurait être plus désagréable aux puissances européennes que la perspective de voir les impérialistes revenir au pouvoir. On est convaincu qu'avec eux reviendrait l'esprit d'aventure qui a déjà jeté la France dans une guerre si désastreuse, et qui pourrait bien cette fois entraîner non-seulement la France, mais l'Europe entière dans une guerre générale. Si vraiment les élections du 14 octobre ont amené pour les bonapartistes un insuccès relatif et constaté, par conséquent, la diminution de leur influence dans le pays, ce serait un résultat dont on ne saurait trop se féliciter.

ORIENT

Les nouvelles de la guerre en Arménie, comme sur le Danube, sont moins défavorables aux armées ottomanes, que ces derniers jours. Les Russes ont remporté décidément, une grande victoire contre Moukhtar-Pacha. Osman-Padha, qui paraît avoir concentré une armée de 100.000 hommes, a repoussé à Plewna deux nouveaux assauts de l'armée russe; mais d'autre part, Moukhtar-Pacha a réussi à sauver et à réunir les principales portions de son armée, à laquelle d'importants renforts sont déjà parvenus après sa défaite.

Malgré le mauvais état des routes, la difficulté des transports, la rareté des vivres, le découragement d'une partie de l'armée, l'état-major russe se prépare à hiverner en Bulgarie. C'est là une très grave résolution, car la situation des armées russes, qui n'a jamais été bonne dans cette campagne malheureuse, est, depuis quelques jours, particulièrement fâcheuse. De grands sacrifices ne peuvent pas être compensés par des avantages qui les justifient.

On a parlé de médiation; mais ce bruit n'avait encore rien de sérieux.

Le **Moniteur officiel** de Constantinople du 22, dément que les 30 bataillons cernés à Aladjudagh, aient fait leur soumission. Ces troupes ont refusé de se rendre et sont parvenues à rompre le cercle formé par l'ennemi et à s'échapper. Mais le mouvement n'ayant pas été exécuté avec ensemble, elles sont actuellement disséminées dans les villages environnants. Trois bataillons de 300 hommes auraient été seulement faits prisonniers et quelques canons ont été capturés par les Russes. Les troupes disséminées ajoute le **Moniteur officiel** ne tarderont pas à se rendre à l'armée de Moukhtar-Pacha qui pourra bientôt reprendre sa revanche. En tout cas, de grands renforts lui sont envoyés de Constantinople, de Batoum, d'Erzeroum et d'ailleurs. Suivant les journaux de Constantinople, quelques bataillons qui sont parvenus à s'échapper d'Aladjudagh, auraient rejoint Moukhtar à Kinzar.

Par contre, une dépêche de Saint-Petersbourg en date du 23, porte que les troupes russes continuent à faire chaque jour prisonniers le reste de l'armée dispersée de Moukhtar-Pacha. Le quartier-général russe se trouve au grand Tikma. Les Russes ont eu, le 17 octobre, 7 officiers et 223 soldats morts, 41 officiers et 1079 soldats blessés et 8 officiers et 64 soldats contusionnés.

Les journaux turcs rapportent enfin qu'Ismaïl Hakki-Pacha, qui se trouvait avec son corps d'armée aux environs d'Igdi, a quitté le territoire russe pour rejoindre Moukhtar-Pacha.

Une dépêche de Plewna, 21 octobre, annonce que les Turcs construisent une nouvelle ligne de défense qui sera formidable. Il y a comparativement peu de malades dans leurs rangs. Les provisions n'ont jamais fait défaut, mais il est impossible de se procurer le fourrage nécessaire à des milliers de bœufs et de chevaux que renferme le camp retranché turc. Une convention relative à l'enterrement des morts devant Plewna a été signée par le grand duc Nicolas et Osman-Pacha.

Dimanche les Russes ayant attaqué la division d'Assaf-Pacha, à Yovan Tchiflik, ont été repoussés, après un combat qui a duré deux heures.

On croit qu'un combat a eu lieu le 2 sur le Lom. On entendait la canonnade au-delà de Routschook.

De nouveaux convois de vivres et de munitions sont envoyés à Plewna.

CHRONIQUE LOCALE

ET MÉRIDIONALE.

Par décret du président de la République, en date du 19 octobre 1878, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur,

M. Fuzier-Hermann, membre du conseil de préfecture du Tarn, a été nommé sous-préfet de l'arrondissement de Figeac (Lot), en remplacement de M. Malvès-Pons, précédemment nommé membre du conseil de préfecture de Maine-et-Loire.

D'après le tableau publié par le **Journal officiel**, dans la répartition entre les départements de la somme de 4,490,000 fr. représentant la deuxième annuité de la subvention accordée pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires, le Lot figure pour 58,311 francs.

Un autre état donne la répartition de la somme de 750,000 fr., où le Lot est compris pour 10,990 fr.

Un décret rendu sur la proposition du général Bertaut, ministre de la guerre, vient de décider qu'à l'avenir tout gendarme qui opérera la capture d'un forçat ou de tout autre condamné adulte, évadé d'un établissement pénitentiaire dépendant, soit du ministère de la marine, soit du ministère de l'intérieur, aura droit à une prime de 50 fr., quel que soit le lieu de la détention et de l'arrestation.

On annonce que notre jeune compatriote, M. Soulaeroux, le brillant lauréat du conservatoire de Toulouse, vient d'être admis au conservatoire de Paris, à l'unanimité du jury d'exa-

Dans la nuit du 14 au 15 du courant, la veuve Cajarc habitant avec sa fille et son gendre à Benes, commune de Camburat, a été assassinée en l'absence de ses enfants, au moyen d'une espèce de massue qui lui a fracassé le crâne, et qui l'a laissée sans vie et complètement méconnaissable.

Il n'a pas été commis de vol; une passion lubrique semble avoir été le vrai mobile du crime. De sérieux soupçons pèsent sur un nommé Arlevie, Jean, terrassier et raccommodeur de parapluies qui, étranger au pays, avait été employé une quinzaine de jours chez la victime; il avait disparu depuis.

Après d'actives recherches, l'arrestation de cet individu a été opérée, dans une auberge de Cardaillac, par MM. Andrieu, maréchal de logis et Grange, gendarme; tout fait supposer qu'il est le seul auteur de ce crime.

L'instruction de cette affaire a commencé immédiatement au parquet de notre ville.

(Mémorial de Figeac).

BULLETIN VINICOLE

Paris, 22 octobre 1877.

VINS. — Les renseignements des vignobles de la Gironde et des départements limitrophes constatent un certain réveil de la demande de la part du commerce. On ne cite aucune affaire sérieuse traitée, mais on se sent sur la voie d'une reprise qui devra être importante, en raison des besoins signalés de toutes parts. Les vins vieux sont les plus recherchés, et parmi ceux-là, les vins blancs, à peu près épuisés.

Dans nos départements méridionaux, les achats, qui s'étaient ralentis pendant la période électorale, se sont réveillés cette semaine, principalement dans l'Hérault. On signale dans les arrondissements de Montpellier et Béziers, un bon petit courant d'affaires. Dans le rayon de Narbonne il est arrivé ces jours-ci, bon nombre d'acheteurs, on espère une bonne reprise. Dans

les Pyrénées-Orientales, les vins du Roussillon ont un bon courant, les prix se maintiennent.

Les vendanges Maçonnaises et Beaujolaises touchent à leur fin. Comme quantité, on assure qu'on dépassera environ d'un quart l'année 1876. et comme qualité moyenne, on n'espère pas l'atteindre, mais il y aura beaucoup de choix. On s'est un peu trop hâté de vendanger; il en résulte que les premières cuvées sont maigres et montrent beaucoup de verneur, tandis que ceux qui ont attendu une maturité plus complète, se trouvent mieux partagés. Il y a donc quelques bons choix.

FAITS DIVERS

Samedi dernier il a été procédé, au Palais de l'Industrie, au tirage des obligations de l'Emprunt de 1871.

A ce tirage, il a été extrait de la roue 1,370 numéros fournis par les 137 séries sorties au tirage préliminaire du 10 de ce mois.

Les 88 premiers numéros ont droit, dans l'ordre de sortie, aux lots ci-après :

Le numéro 488,055, 100,000 fr.
Les deux numéros suivants, chacun 50,000 fr. : 619,032 — 345,453.

Les dix numéros suivants, chacun 10,000 fr. : 904,591 — 793,146 — 396,677 — 1,108,798 — 675,608 — 85,434 — 345,439 — 31,871 — 802,665 — 348,196.

Les 75 numéros suivants, chacun 1,000 fr. : 4,448 — 459,388 — 368,925 — 1,049,333 — 1,106,735 — 383,991 — 955,347 — 509,570 — 1,082,004 — 872,245 — 913,323 — 1,272,167 — 115,565 — 263,061 — 115,570 — 1,149,427 — 791,436 — 459,362 — 976,645 — 384,000 — 845,391 — 619,036 — 96,917 — 1,251,752 — 563,506 — 710,688 — 601,835 — 1,106,738 — 913,325 — 469,355 — 911,156 — 872,244 — 1,030,031 — 115,567 — 662,512 — 633,429 — 633,084 — 1,094,771 — 59,463 — 743,691 — 1,146,779 — 619,031 — 855,367 — 572,008 — 1,030,034 — 1,204,727 — 676,010 — 1,024,032 — 469,357 — 791,440 — 633,082 — 509,561 — 1,132,442 — 932,348 — 276,849 — 1,094,777 — 710,689 — 1,240,424 — 821,401 — 751,711 — 1,137,036 — 593,949 — 802,662 — 1,226,838 — 1,205,300 — 883,626 — 839,675 — 1,043,878 — 1,267,616 — 563,505 — 883,625 — 985,868 — 1,234,027 — 263,061 — 710,686.

Les 1,282 autres numéros, provenant du tirage préliminaire du 10 octobre dernier, sont remboursables à 400 fr.

L'Exposition universelle

Le **Journal des Débats** fait remarquer qu'au milieu des dernières luttes politiques le sentiment public n'a cessé de se prononcer unanimement en faveur de la paix extérieure et intérieure. Aussi, l'exposition universelle de 1878 continue-t-elle à être considérée partout comme la considération de l'idée pacifique qui domine le monde et commence même à pénétrer sur les terribles champs de bataille des Balkans et de l'Orient.

La Russie n'a jamais ralenti ses préparatifs pour la fête du Champ-de-Mars; la Turquie, de son côté, cherche tous les moyens d'éviter, en recourant à l'initiative privée, l'abstention à laquelle son gouvernement paraît vouloir la condamner.

Les **Débats** ajoutent : « Il est temps de faire savoir que les grands travaux du Champ-de-Mars et du Trocadéro sont achevés. L'heure de l'installation est venue. M. le sénateur Krantz s'occupe de passer les marchés nécessaires pour orner, pour fleurir les parcs et les palais ou se déploieront les merveilles de l'art et de l'industrie.

Dernièrement, S. M. le roi Don François d'Assises est venu poser la première pierre du principal édifice de l'exposition espagnole.

Chaque jour voit une nouvelle commission nationale se mettre à l'œuvre. Les anglais ont terminé la construction de l'immense annexe qui abritera leurs machines agricoles; le plus important des tronçons de leur façade nationale est achevé dans son gros œuvre. Les

Suisses sont à l'ouvrage. Les Belges ont envoyé à Paris leurs ingénieurs et leurs entrepreneurs. Le délégué du Japon arrive à la fin du mois, avec un personnel important de fonctionnaires et d'ouvriers. Les plans chinois sont envoyés, et les matériaux ouvrés sont déjà expédiés de Pékin. Les Persans achèvent leur pavillon dans le parc du Trocadéro. Tout le monde a lu le message du président des Etats-Unis, si favorable à l'Exposition. Nous savons, d'autre part, que des visites qui n'ont pas eu pour motifs de simples formules de politesse ont été échangées entre M. le général Noyes, M. le sénateur Krantz et M. Georges Berger, directeur des sections étrangères.

Nous avons eu l'occasion de voir les dessins des constructions qui vont être faites par la Hollande, la Russie, la Suède, la Norvège, le Danemark, le grand duché de Luxembourg et l'Italie. On ne peut rien imaginer de plus original et de plus typique.

L'Autriche-Hongrie seule est un peu en retard ; mais ses commissaires sont excusables, car l'affluence des demandes a été beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait prévu. Ainsi qu'on le voit, conclut le *Journal des Débats*, les étrangers veulent être à la hauteur de la lutte qu'ils auront à soutenir contre nos industriels, nos agriculteurs et nos artistes. Qu'on le sache bien, en effet, la section française sera telle qu'on ne l'a jamais vue dans aucune exposition. Chacun sent qu'il a devant soi l'occasion de lever bien haut le drapeau national et de rendre aux affaires l'activité qui leur manque depuis si longtemps.

Les journaux de Paris racontent dans les termes suivants, l'évasion d'un officier français du 8^e d'artillerie, qui subissait, en Allemagne, la peine de dix ans de réclusion :

« M. Charles Lebrun, c'est le nom de cet officier, après la retraite de Wœrth, fit partie de l'armée du maréchal de Mac-Mahon et fut fait prisonnier à Sedan. Mais il s'échappa bientôt après sous les habits d'un garçon meunier et arriva ainsi à Bourges, où il fut incorporé dans le 15^e corps d'armée, sous le commandement du général d'Aurelle de Paladines.

« Blessé à la cuisse gauche au combat de Coulmiers, le 8 novembre 1870, il tomba pour la seconde fois entre les mains des Allemands et fut transporté à Tours, puis dirigé sur Magdebourg, en Prusse, où il resta prisonnier de guerre jusqu'en 1871. Arrivés à Strasbourg, le 23 avril, sous la conduite des autorités allemandes, les officiers français furent autorisés à descendre en ville, tandis que les soldats restaient consignés dans les wagons.

« M. Lebrun entra alors, avec M. Fleury, sous-lieutenant, dans le café Schneider. A peine y étaient-ils installés, que deux officiers allemands vinrent se placer à une table voisine, et, comme leur conversation avait naturellement lieu en français, un de ces officiers lui intima

l'ordre de parler allemand. M. Lebrun s'excusa sur ce que son camarade n'entendait pas cette langue, mais l'officier prussien n'admit pas cette raison et le poussa rudement du poing dans la poitrine. A cette insulte, M. Lebrun ne peut se contenir ; il répliqua par un soufflet et envoya son adversaire rouler par terre, à la grande jubilation des consommateurs strasbourgeois, qui criaient en allemand : *Bruf ! Bruf !* (tape ! tape !)

« Une mêlée générale s'ensuivit. Nos deux officiers français furent arrêtés et enfermés dans la prison de Strasbourg.

« A cette date, ils furent traduits devant un conseil de guerre prussien, qui condamna MM. Lebrun et Fleury à dix ans de réclusion, pour voies de fait envers un officier allemand.

« Après cette condamnation, MM. Lebrun et Fleury furent conduits à Mayence, et de là dans la forteresse de Stettin, près de la frontière de la Russie, où ils arrivèrent au commencement de novembre 1874. Le sous-lieutenant Fleury succomba neuf mois après. Quant à M. Lebrun, il résista mieux. Pendant six longues années, il s'acquitta courageusement des tâches qu'on lui imposait, quand, tout à coup, le 21 août dernier, la domestique du gardien chef, une blonde sensible, appelée Marguerite, lui procura l'occasion de s'évader en lui montrant une porte secrète, d'où l'on pouvait gagner la campagne en sautant seulement de huit mètres de haut.

« M. Lebrun fit ce saut sans hésiter et put s'enfuir sans être aperçu. Il portait alors le costume gris des prisonniers, ce qui rendait le succès de son évasion fort douteux. Longeant le rempart, il traversa à la nage un canal qui lui barrait le chemin, et atteignit ainsi les montagnes et forêts voisines, ne marchant que la nuit, se cachant le jour, et passant quarante-huit heures sans prendre aucun aliment.

« Arrivé à Merghsoben, il prit le parti de se présenter à un pasteur protestant, qui le fit manger, changer de vêtements, lui donna 8 marcs d'argent (10 fr.) et lui remit une lettre de recommandation pour un de ses confrères, qui, à son tour, l'adressa à un autre, et ainsi de suite jusqu'à la frontière autrichienne, où il parvint le 26 août, c'est-à-dire cinq jours après son évasion, et où il fut parfaitement accueilli par les autorités civiles et militaires.

« C'est ainsi qu'il traversa l'Autriche et put atteindre successivement Milan, Turin et Gênes, où notre consul, après avoir rempli les formalités de repatriement, l'a fait embarquer pour Marseille, où il est arrivé à bord du paquebot le *Séverin*.

« Conduit à la place, son identité y a été reconnue, et l'on espère que, dans quelques jours, il pourra être dirigé sur son ancien régiment. »

DERNIÈRES NOUVELLES

(Service spécial du Journal du Lot).

Versailles, 24 octobre, soir.

D'après le *Constitutionnel*, on parle de M. Duclerc, vice-président du Sénat, pour présider le ministère de conciliation, s'il s'en forme un, comme il en est question plus que jamais, à ce qu'assure le *Pays*. Ce journal croit savoir qu'en effet le ministère du 16 mai se retirerait le lendemain des élections pour le renouvellement des conseils généraux.

Le *Soleil* émet l'avis qu'après des élections telles que celles qui viennent d'avoir lieu, le Maréchal doit former un ministère selon les règles du régime parlementaire.

Les bureaux des gauches sénatoriales viennent de publier un nouveau Manifeste qui fait surtout ressortir l'importance des élections du 4 novembre.

On annonce que M. Gambetta doit prononcer, aujourd'hui, un grand discours à Château-Chinon, où il est allé pour soutenir la candidature de M. Gudin au ballottage de dimanche prochain.

Le journal le *Télégraphe* est cité à comparaître devant la 11^e chambre correctionnelle de la Seine, sous l'inculpation d'offenses envers le Président de la République.

Le bruit, répandu ce matin, que M. Rouher aurait été frappé, avant-hier, d'une attaque d'apoplexie, est absolument dénué de fondement.

Le conseil municipal de Versailles a décidé, dans sa séance de lundi, que l'avenue de la Mairie prendrait le nom d'avenue Thiers. Cette délibération va être soumise à l'approbation du gouvernement.

L'*Estafette* dément que le Maréchal ait offert un portefeuille à M. Andral ; mais celle-ci ajoute que M. Andral a été mandé plusieurs fois à l'Élysée pour donner son avis sur la situation actuelle.

Plusieurs journaux affirment que si M. Grévy opte pour le département du Jura, M. Daguin ne se représentera pas dans le 9^e arrondissement de Paris.

C'est ce soir qu'arrive à Paris le général Grant, ex-président de États-Unis. M. de La Planouze, lieutenant de vaisseau, attaché à l'état-major général du maréchal de Mac-Mahon ira le recevoir à la gare du Nord au nom du Maréchal.

La légation américaine doit donner, lundi prochain, un grand dîner officiel en l'honneur du général Grant. Bien qu'invité, le maréchal de Mac-Mahon n'assistera pas à ce dîner, mais il ira à la réception qui aura lieu ensuite.

Bourse de Paris

Cours du 25 Octobre.

Rente 3 p. %..... 70.45
— 4 1/2 p. %..... 98.75
— 5 p. %..... 106.60

VALEURS DIVERSES au comptant.	CLOTURE du 24 oct.	CLOTURE précédente
Banque de France.....	3.100 »	3.100 50
Crédit foncier.....	662 50	662 50
Orléans-Actions.....	1.040 »	1.040 »
Orléans-Obligations.....	330 75	329 »
Suez.....	697 »	700 »
Italien 5 %.....	71 80	71 72

Marché aux Bestiaux de La Villette.

Paris, 22 octobre 1877.

ESPÈCES de BESTIAUX.	AMENÉS.	VENDUS	PRIX EXTRÊMES
Bœufs.....	2.669	2.063	1.24 à 1.78
Vaches.....	1.267	978	1.10 à 1.60
Taureaux.....	115	92	1.12 à 1.40
Veaux.....	538	487	1.55 à 2.05
Moutons.....	18.378	17.978	1.50 à 2.00
Porcs.....	1.609	987	1.30 à 1.76

HISTOIRE D'UN CRIME

ÉDITION A 2 FRANCS.

En présence de l'immense effet produit par l'*Histoire d'un Crime*, et pour répondre à des demandes venues de toutes parts, il va paraître, — en même temps que la Troisième édition dans le format grand in-8°, — une édition à bon marché, et tirée à très-grand nombre, du beau livre de Victor Hugo.

Cette édition, imprimée par Quantin, sur beau papier dans le format Charpentier, sera mise en vente au prix de 2 francs, c'est-à-dire à peu près au prix coûtant.

Elle paraît aujourd'hui samedi, 6 octobre, et sera publiée ce même jour à Paris et dans toutes les villes de France.

AVIS

Nous prions nos abonnés en retard de vouloir bien nous couvrir au plus tôt par un mandat sur la poste.

FEUILLETON DU JOURNAL DU LOT.

25 octobre 1877.

(64)

LES NUITS DE PARIS

Par Pierre ZACCONE.

Première partie.

VX

UNE FÊTE SUR LES BORDS DE LA BIÈVRE

— Qui vous l'a dit ?
— Comment !
— Je ne puis pourtant pas être beaucoup plus explicite.
— Enfin, n'est-ce pas ce soir que M. de Compans présente le docteur comme le fiancé de sa fille ?
— En effet.
— C'est une démarche qui équivaut à un contrat.
— Si l'on veut ?
— Croyez-vous donc que le docteur puisse loyalement accepter ce soir une proposition comme celle-là, avec la ferme volonté de repousser demain les offres de M. de Compans.

Reproduction interdite.

Don Lopès prit les moins d'Octave, et lui jeta un regard profond.

— Monsieur Gaudin, dit-il alors, il ne m'est pas possible de vous en dire davantage, et je le regrette ; je vous devais cependant une partie de la vérité et je vous l'ai dite ; maintenant, vous êtes libre, je n'ai rien à ajouter et vous ferez ce que vous jugerez opportun.

Et serrant la main que le jeune coutissier avait laissée dans les siennes :

— Mais, je vous le répète, ajouta-t-il réfléchissez bien à ce que vous allez faire, et, croyez-moi, ne faites pas trop fi des conseils que je vous ai donnés.

Octave sourit et salua.

— Soit ! dit-il d'un ton réservé et froid, je saurai demain si vous aviez raison, monsieur Lopès ; mais d'ici-là, je ne change rien à mes projets.

— A votre aise.

— Seulement, puis-je être certain de trouver M. Franck, à mes ordres, si j'avais à lui parler dans quelques jours ?

— Je vous le promets.

— Sur votre honneur ?

— Sur mon honneur et sur le sien !

— Cela suffit.

Octave salua une seconde fois.

— A demain donc, monsieur, dit-il encore.

A Demain, répondit Lopès.

Et le coutissier s'éloigna

A peine fut-il sorti, que Lopès courut à

Franck, qui attendait dans une pièce voisine le résultat de cette explication.

— Eh bien ? dit le jeune docteur en apercevant son ami.

— Eh bien ! tout est pour le mieux, répondit Lopès, et nous avons jusqu'à demain.

— Êtes-vous sûr de réussir cette nuit ?

— J'en suis sûr.

— Alors, nous partons.

— A l'instant.

Les deux amis descendirent.

La voiture de Lopès attendant à la porte, et le cocher ayant reçu l'ordre de brûler la route, il partit au galop dans la direction de la maison de la Bièvre.

Le trajet s'effectuait comme par enchantement.

Quand ils arrivèrent, la fête était commencée déjà, les salons gorgeaient de monde ; on dansait de tous côtés ; la demeure du banquier avait pris un aspect féérique.

On n'attendait plus que Franck.

Dès qu'on l'annonça, il se fit de toutes parts un mouvement extraordinaire. L'histoire de son mariage avait semblé une fable à tous, et la curiosité, bien plus que l'attrait du plaisir, avait poussé là toute cette foule avide d'émotion.

On ne pouvait croire à cette nouvelle union.

Il paraissait si romanesque, si impossible à tous, que le banquier de Compans

donnât sa fille à un pauvre docteur, inconnu la veille, et qui n'avait après tout, aucune famille autour de lui. Cette résolution semblait si étrange de la part d'un homme trois fois millionnaire, que chacun avait voulu s'assurer par lui-même de la réalité, et qu'on avait, depuis quatre jours, sollicité l'honneur d'être admis à cette fête, absolument comme s'il se fût agi de la dernière représentation de Mlle Mars ou des débuts de Duprez.

Quand Franck entra, tous les yeux se tournèrent vers lui.

Généralement on le trouva fort bien.

Il était pâle, il paraissait ému, il avait en outre un air particulier de distinction ; il conquit en une seconde les suffrages de toutes les femmes et les sympathies marquées de tous les hommes.

M. de Compans était allé à sa rencontre, et lui avait pris les mains ; puis, il le conduisit vers sa fille.

C'était le moment solennel.

Sylvia était un peu pâle ; mais, par un effort qui eût tué un homme, et qui n'était qu'un faible détail pour une femme, elle trouva en elle le courage de sourire et de rendre à Franck son salut.

L'important était fait.

M. de Compans était heureux ; son front resplendissait ; un sourire éclatant et radieux courait sur ses lèvres.

— Êtes-vous donc venu seul ? dit-il bientôt à Franck, après avoir promené un

moment son regard dans la foule qui encombraient les salons.

— Pardon, répondit Franck, j'avais avec moi mon ami don Lopès.

— Ne le verrai-je pas ?

— Dans quelques minutes.

M. de Compans fit un signe de tête et s'éloigna, laissant les deux fiancés seuls.

Si le lecteur le veut bien, nous imiterons le banquier, et nous suivrons un instant l'ami de Franck.

Lopès avait ses raisons peut-être pour accompagner ce dernier.

A peine la voiture s'était-elle arrêtée devant la demeure de M. Compans qu'il avait quitté Franck et s'était dirigé vers une petite maison située à l'extrémité du parc, et dans laquelle Pascal avait depuis longtemps élu domicile.

— Je vous reverrai avant dit Franck avant de gagner les salons.

— Bientôt avait répondu Lopès.

— Le rôle que je joue ici me pèse, vous le savez, et j'ai hâte de changer.

— Cette nuit même, mon ami, tout sera fini.

— Je vous reverrai ?

— Avant une heure, trouvez un moment de venir nous rejoindre.

Les deux amis s'étaient quittés et Lopès n'avait pas tardé à atteindre la demeure de Pascal.

(A suivre).

M. FERRARI

Médecin-Dentiste

DU LYCÉE, GRAND SÉMINAIRE, COLLÈGE, ET COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE DE CAHORS ET DE LA DORDOGNE

A l'honneur de donner avis à sa Clientèle qu'ayant établi une succursale à Périgueux, rue St-Martin, n° 8, on pourra le consulter lui-même, dans son cabinet, à Cahors, rue Fénelon, du 15 au 1er de chaque mois.

Mme FERRARI, Dentiste, fera toutes les opérations les plus minutieuses de la bouche en dehors des jours indiqués ci-dessus. Nous croyons être assez connu pour nous dispenser de tout autre réclame.

LANATURE, Revue des sciences. — N° du 24 oct.

Sommaire : Le Fignier. J. Poisson. — Les « Mines de Cèdre ». — L'Âge de Bronze et les Gallo-Romains à Saint-Nazaire-sur-Loire. Un chronomètre préhistorique : D. Z. — La « Statue humaine ». — Correspondance sur les poussières atmosphériques : E. Yung. — Les Taches solaires. — De l'Évolution des nerfs et du système nerveux (suite) : G. J. Romanes. — Chronique. — Académie des sciences, séance du 15 octobre 1876 : E. Fron. Bulletin météorologique de la semaine.

Revue Scientifique.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 16 (20 octobre).

Les précurseurs de la botanique moderne, par M. H. Baillon. — La Mongolie et les Mongols, d'après M. le colonel Prejevalski. — La pulvérisation des liquides. — Académie des sciences de Paris. — Bibliographie scientifique. — Chronique scientifique.

Revue Politique et Littéraire.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 16 (20 octobre).

La responsabilité criminelle des ministres, d'après les précédents, par M. Lucien Delabrousse. — Un novateur en économie politique, M. Cournot, par M. Paul Lafitte. — Le roman anglais contemporain. — L'histoire en province. — Causerie littéraire. — Notes et impressions, par N***. — La semaine politique. — Nécrologie.

On s'abonne au bureau du journal, 108, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Chaque journal : Paris. — Six mois : 12 fr. — Un an : 20 fr. — Départements. — Six mois : 15 fr. — Un an : 25 fr.

Les deux journaux réunis : Paris. — Six mois : 20 fr. — Un an : 36 fr. — Départements. — Six mois : 25 fr. — Un an : 42 fr.

DERNIÈRES NOUVELLES

Commerciales

Au moment de mettre sous presse, nous recevons Avis que la Maison des PHARES de la BASTILLE, vient de faire paraître la Cinquième Edition (chiffre officiel) de son splendide Catalogue Album orné de Quarante-deux gravures, représentant les modes les plus nouvelles de la Saison d'Hiver, en Habillements pour Hommes et Enfants (et manière de prendre les Mesures soi-même).

Profitant de cette occasion, nous ne saurions trop recommander à nos AMIS et LECTEURS, qui désirent être parfaitement habillés et à des prix modérés, de s'adresser exclusivement à cette MAISON de CONFANCE et de PREMIER ORDRE. Pour donner une idée de l'importance irréfutable de cette grande Administration commerciale, il suffit de citer le chiffre authentique de ses expéditions en province, qui se monte annuellement à plus de TROIS MILLIONS.

Pour recevoir l'Album franco, adresser les demandes au DIRECTEUR DE LA MAISON DES PHARES DE LA BASTILLE, 5 et 7, Place de la Bastille, 5 et 7 PARIS.

Monsieur le Rédacteur,

Le 7 juin dernier, ma femme devait subir une opération cruelle d'un cancer au sein. Vu son état de faiblesse, c'était la mort, aussi je m'y refusai. Le 9 du même mois, elle entra comme pensionnaire dans la maison de santé de M. CABARET, rue d'Armaillé, à Paris, et le 5 septembre suivant, je la revoyai radicalement guérie sans la moindre opération chirurgicale. Cette cure est si merveilleuse que je crois rendre un grand service aux pauvres malades en vous priant de la propager.

Lahousse, rue Doudeauville, 68, à Paris.

LE TOUR DU MONDE, Nouveau journal des Voyages. — Sommaire de la 875e livraison. (13 octobre 1877). — Texte : De Ravenne à Otrante, par Charles Yriate. Texte et dessins inédits. — Douze dessins de Ph. Benoist, E. Théron, H. Catennacci, Taylor et Dosso.

Hachette, boulevard St-Germain, 79, Paris.

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 254e livraison (13 octobre 1877). — TEXTE : Le neveu de l'oncle Placide, par J. Girardin. — Lettre du aïeul à son petit-fils, par Marie Marchal. — Les Nubiens, par Louis Rousselet. — Les animaux nuisibles, par Spol. — Monticelli le Rouge, par Alfred Assollant. — Encre sympathique : Les éponges, par Mme Gustave Demoulin. — Dessins : A. Marie, Bayard, Sahib, Mesnel.

Hachette, boulevard St-Germain, 79, Paris.

Pour tous les extraits et articles non-signés. Le propriétaire-gérant, A. Layton.

Livret des Familles

MM. les Maires du Département du Lot trouveront à Cahors, imprimerie Layton, le LIVRET DE FAMILLE à remettre gratuitement aux époux, lors de la célébration du Mariage.

AVIS CONTOU

BOULANGER

A CAHORS, RUE ST-JAMES

A l'honneur d'informer le Public qu'à partir du 23 Septembre il fera des coques tous les Dimanches,

ENTREPOT

D'HUITRES D'ARCACHON

UN ARRIVAGE PAR JOUR

Petites..... 5 fr. le cent.

Moyennes..... 6 fr. —

Grosses..... 7 fr. —

Expéditions sur commandes

S'adresser à M. Resplandy, quai Ségur, maison Bastide, à Cahors.

DREYFUS FRÈRES & Co

DE PARIS

21, BOULEVARD HAUSSMANN, Concessionnaires du

GUANO DU PEROU

Loi du 11 Novembre 1869

GUANO DISSOUS DU PEROU

Convention du 13 Avril 1874

DÉPÔTS EN FRANCE

Bordeaux, chez MM. SANTA COLOMA et Cie. Brest, chez M. E. VINCENT. Cette, chez MM. A.-G. BOYÉ et Cie. Cherbourg, chez M. Ernest LIAIS. Dunkerque, MM. C. BURDON et Cie. Havre, chez M. E. FICQUET. Landerneau, chez M. E. VINCENT. La Rochelle, M. FORBIGNY, PAUSTIN fils. Lyon, chez M. Marc GILLIARD. Marseille, chez MM. A.-G. BOYÉ et Cie. Melun, chez M. LE BARRE. Nantes, chez MM. JAMONT et HUARD. Paris, chez MM. A. MOSNERON-DUPIN St-Nazaire, MM. JAMONT et HUARD.

FER BRAVAIS

(FER DIALYSE BRAVAIS)

Per liquide en gouttes concentrées

LE SEUL EXEMPT DE TOUT ACIDE

Sans odeur et sans saveur

Avec lui, disent toutes les sommités médicales de France et d'Europe, plus de constipation, plus de diarrhées, ni de fatigues de l'estomac, de plus d'un mois, jamais les dents.

Seul adopté dans tous les Hôpitaux Médicaux aux Expositions. Guérit radicalement ANÉMIE, CHLOROSE, DÉBILITÉ, ÉPOISEMENT, PERTES BLANCHES, FAIBLESSE des ENFANTS, etc.

C'est le plus économique des ferrugineux, puisqu'un flacon dure plus d'un mois. R. BRAVAIS & Co, 13, rue Lafayette, Paris et dans la plupart des Pharmacies.

(Se méfier des imitations et exiger la marque de fabrique ci-dessus et la signature, (envoi de la Brochure franco.)

Dépôt à Cahors. — Droguerie centrale : chez M. Vinel, et Couderc, pharmacien.

LA NATIONALE

Compagnie d'Assurances sur la Vie

ÉTABLIE A PARIS, RUE DE GRAMMONT ET RUE DU QUATRE-SEPTEMBRE, 18

Anciennement Compagnie Royale

FONDS DE GARANTIE : 138 MILLIONS

ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS POUR LA VIE ENTIÈRE

Participation dans les bénéfices de la Compagnie.

RENTE VIAGÈRE IMMÉDIATE OU DIFFÉRÉE

Capitaux payés aux décès des Assurés depuis l'origine de la Compagnie..... 37,635,076 fr.

Arrérages payés aux Rentiers..... 141,416,291 fr.

Bénéfices payés aux Assurés en cas de décès pour la vie entière..... 14,408,052 fr.

S'adresser pour les renseignements, à MM. Bénéch, à Cahors; Puél, à Figeac; Lacambre, à Gourdon; Bap^{te} Planion, à Souillac.

Académie de Médecine « L'Eau minérale ferrugineuse, » « nérale d'OREZZA acide, » « est la plus riche en fer et en acide carbonique libre. » Consulter MM. les Médecins sur l'efficacité de cette Eau sans rivale dans le traitement des GASTRALGIES — FIEVRES — CHLOROSE — ANÉMIE et toutes les maladies provenant de L'APPAUVRISSEMENT DU SANG Société concessionnaire, 131, boulevard Sébastopol, Paris. — Dépôt dans toutes les bonnes pharmacies.

BAYLES, JNE

RUE DE LA LIBERTÉ, CAHORS,

A l'honneur de prévenir les personnes qui ont la vue fatiguée par la travail ou bien par des verres mal appropriés à leurs yeux, qu'on trouver, chez lui un grand assortiment de lunettes, de conserves en verre cristal, blancs, colorés, fumés des meilleures fabriques de Paris, verres de rechange pour myopes, et pour presbytes; on trouvera aussi le même assortiment longues-vues, lorgnettes, jumelles de spectacle, lorgnon, pince-nez faces à main, boussoles, loupes, pièces à lire, baromètres, thermomètres, hygromètres, éprouvettes, pèse-liqueurs en tout genre, alambics pour l'essai des vins, boîtes de mathématiques, graphomètres, décimètres, équerres, niveaux-d'eau et à bulle-d'air, miroirs, jalons, chaînes d'arpenteurs, compte-fils, microscopes, porte-monnaies, porte-feuilles, passe-partout assortis, cannes, gibecières, sacs de fantaisie et de voyage, stéréoscopes, épreuves, groupes et paysages etc., etc.

Le Magasin de Lunetterie situé ci-avant au fond de la rue de la Liberté est transféré au bout de la même rue.

ORFÈVRE ET COUVERTS

DE LA MAISON CHRISTOFLE

ET RÉARGENTURE.

BIJOUTERIE RELIGIEUSE

ET ACHAT DE VIEILLES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

ARTICLES DE PARIS,

TONDEUSES, TOURNE-BROCHES

ET RÉPARATIONS.

ASSORTIMENT

DE REVOLVERS DES FABRIQUES DE LIÈGE.

DIGESTIONS ARTIFICIELLES

VIN

BI-DIGESTIF DE

CHASSAING

À LA DIASTASE

Agents naturels et indispensables de la DIGESTION

12 ans de succès

contre les DIGESTIONS DIFFICILES OU INCOMPLÈTES, MAUX D'ESTOMAC, DYSPÉPSIES, GASTRALGIES, PERTE DE L'APPÉTIT, DES FORCES, AMAIGRISSEMENT, CONSTIPATION, CONVALESCENCES LENTES, VOMISSEMENTS...

PARIS, 6, Avenue Victoria, 6

Se trouve dans les principales pharmacies.

A VENDRE

Une Jument poulinière de race anglo-arabe

avec son produit de l'année et celui de 1876.

Cette JUMENT a obtenu au Concours hippique de Montauban le 1er prix de sa catégorie, et à Cahors la 1re prime des Poulinières suitées.

S'adresser à M. Laur, vétérinaire à Cahors.

Atelier de Reliure

CARTONNAGES, BOITES EN TOUS GENRES.

J. SARRAZIN, FILS

rue Brives, près le boulevard Sud, à Cahors.

PRIX MODÉRÉS.

LA VELOUTINE

EST UNE

Poudre de Riz spéciale préparée au Bismuth

PAR CONSÉQUENT D'UNE ACTION SALUTAIRE SUR LA PEAU

Elle est adhérente et invisible, aussi donne-t-elle au teint une fraîcheur naturelle.

PARIS. — Ch. FAY, Inventeur — 9, rue de la Paix

MAISON GREIL

HABILLEMENTS

Tous faits et sur mesure

POUR HOMMES ET POUR ENFANTS

ATELIER DE FABRICATION,

A Paris, 37, rue Jean-Jacques Rousseau, 37.

MAISON DE VENTE

A Cahors, boulevard Sud, au coin de la rue Fénelon.

Vous trouverez chez M. GREIL, à Cahors :

COSTUMES COMPLETS d'hiver, pour hommes, depuis 14 fr.

id. id. id. pour Enfants, depuis 7 fr.

SOUTANES en très bon drap, sur mesure, depuis 45 fr.

Un joli choix d'Echantillons de très belles Etoffes, de la plus grande nouveauté et du meilleur genre pour le Vêtement sur mesure.

Habillements de tous genres et de tous prix

BON MARCHÉ SURPRENANT